

**SOU MIS À DE FORTES PRESSIONS DANS LEURS SECTEURS**

# Des ministres s'expliquent

**OULD ABBÈS :**

## «Je n'ai aucun problème avec Ouyahia»

**«Il n'y a aucun problème avec le Premier ministre», affirme le ministre de la Santé qui assure travailler en coordination avec Ahmed Ouyahia et laisse entendre que l'Agence nationale du médicament sera lancée dans quelques mois.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C'est d'un rapport serein, amical, avec le Premier ministre Ahmed Ouyahia, que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dont a fait état, jeudi dernier, au sortir de l'Assemblée populaire nationale. Selon Djamel Ould-Abbès, qui répondait à des questions de députés portant sur le manque de médica-

ments, l'entente avec le Premier ministre ne souffre aucune imperfection, malgré «certains» qui ont voulu créer la zizanie entre les deux responsables et «brassent du vent».

«Il n'y a aucun problème», dira le ministre de la Santé qui évoque des relations personnelles amicales, le fait qu'ils soient «liés par le patriotisme et l'intérêt du pays» et le respect qu'il

voue au Premier ministre avec lequel il affirme «travailler en coordination», dans le cadre de leurs prérogatives.

Et dans cet esprit d'entente et s'inspirant de l'engagement du chef de l'Etat, Djamel Ould-Abbès compte poursuivre la lutte contre la corruption. «Je ne me suis pas tu et je ne me tairai pas. Je ne me rétracterai pas», affirme-t-il concernant la dénonciation des actes de corruption et malversations, notamment les surfacturations de médicaments et produits médicaux importés, évaluées à 94 millions de dollars en 2010 pour 38 produits et à 153 millions de dollars en 2011.

A ce propos, Ould-Abbès, soucieux de respecter le principe de présomption d'innocence, n'a pas dévoilé l'identité des importateurs malfaiteurs

mais a néanmoins signifié que les dossiers relatifs à ces malversations sont transmis à la justice et aux services des finances et du commerce.

Et cela, en assurant que la majorité des importateurs, producteurs et distributeurs sont intègres et «font leur travail». Des opérateurs qui participeront, ainsi que les pharmaciens d'officines privés, les professeurs d'université, les médecins et les représentants des ministères de l'Industrie et des organismes de sécurité sociale aux travaux de la commission nationale consultative. Récemment mise en place, cette commission est chargée de dresser un «tableau de bord» sur le marché du médicament, dans le cadre de réunions bimensuelles. Quid de l'Agence nationale du médicament,

dont la mise en place est attendue depuis des années ? A ce propos, Djamel Ould-Abbès a laissé entendre que cette agence sera lancée dans quelques mois, à la fin du premier trimestre. L'occasion également pour le ministre de la Santé d'assurer qu'il n'y a pas de pénurie de médicaments.

Dans la mesure où, explique Djamel Ould-Abbès, les programmes d'importation ont été déjà validés, l'endettement de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) effacé et son statut révisé par un décret exécutif devant être signé le même jour, outre la possibilité de recourir au stock de la PCH, voire à la dotation du ministère de tutelle qui gère dorénavant 50% de la dépense en médicaments.

C. B.

### LANCEMENT DE NOUVELLES RAFFINERIES

## La décision dépend des résultats d'études lancées

Le lancement de nouvelles raffineries dépendra des résultats des études technico-économiques de long terme, lancées par le secteur de l'énergie.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, hôte jeudi dernier de l'APN, la réalisation et la mise à niveau des raffineries sont envisagées dans le but d'augmenter la capacité de raffinage à plus de 31 millions de tonnes à l'horizon 2018 contre 27 millions de tonnes actuellement, répondre à la demande croissante en carburants pour une durée de dix ans et améliorer la qualité des dérivés pétroliers. Néanmoins, l'investissement dans de nouvelles raffineries dépend de plusieurs paramètres et doit être pensé sur une durée de 40 à 50 ans. Ainsi, ces études devront cerner le nombre et la localisation géographique de ces raffineries, la qualité du pétrole brut à raffiner, la disponibilité et la qualité des produits pétroliers, les capacités de transport et de distribution. Et cela, en définissant un modèle de consommation encourageant, notamment l'utilisation des carburants propres (GPL-Sirghaz et le GNC), en identifiant les besoins et les raffineries à réhabiliter et moderniser ainsi que la durée d'activité. Sur la base des résultats des études, prévus d'ici quelques mois, le département de Youcef Yousfi présentera un plan d'investissement à long terme au gouvernement qui tranchera sur la question. Et notamment sur la relance du projet de réalisation d'une raffine-

rie à Tiaret, d'une capacité prévue de 15 millions de tonnes par an, et dont le retard préoccupe plusieurs députés. A ce propos, le ministre de l'Energie a précisé que ce projet n'est pas remis en cause mais dépendra justement de ces études, et dans la mesure où cette région ne sera pas lésée en matière de pétrochimie, assure-t-il. L'occasion pour Yousfi de rassurer sur la disponibilité des carburants notamment à l'ouest du pays, où «il n'y a aucun problème», dira-t-il.

#### En quête de partenariats miniers

Concernant, par ailleurs, le développement du secteur minier, Youcef Yousfi priorise la transformation du phosphate et la valorisation du gaz en vue de faire de l'Algérie un pôle de la production de tous types d'engrais. En ce sens, des contacts sont en cours, selon lui, avec de grands groupes internationaux. Il en est également de même pour la filière aurifère, le ministre des Mines évoquant l'engouement et l'intérêt d'opérateurs étrangers pour la région du Hoggar, une région pourtant difficile. En ce sens, Sonatrach est en quête d'un nouveau partenaire solide, pour l'exploitation de la mine de Tirek-Amessmessa, un gisement que la compagnie nationale exploite seule depuis le retrait de l'australien GMA Ressources de l'entreprise Enor.

C. B.

### GESTION DE LA FISCALITÉ PÉTROLIÈRE

## Il n'y a aucun problème, assure Youcef Yousfi

«Il n'y a aucun problème» en matière de transparence dans la gestion de la fiscalité pétrolière.» C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines a assuré jeudi dernier, sortant de l'hémicycle de l'APN où il avait répondu à des questions orales. Interrogé sur le rapport récent de la Cour des comptes, Youcef Yousfi a déclaré qu'«il n'y a aucun problème» à prendre «au sérieux» les remarques de cette institution. Cela même s'il estime que «s'il y a quelque chose sur la transparence dans la fiscalité pétrolière, toutes les institutions de l'Etat

sont présentes» et souhaite «qu'il y ait un travail en commun entre le ministère des Finances, la direction des impôts et les entreprises de Sonatrach sans aucune difficulté». Par ailleurs, Youcef Yousfi a indiqué que des «orientations nettes» ont été données aux entreprises énergétiques de s'équiper en pipelines de fabrication locale, mais de qualité et selon le type de diamètre. Une manière de réagir à la polémique actuelle sur la marginalisation de l'outil national, notamment par Sonatrach.

C. B.

### HYDROCARBURES

## Yousfi surpris par les découvertes dans le nord du pays

Le ministre de l'Energie et des Mines est «surpris» par les découvertes d'hydrocarbures dans le nord du pays. Inédites et «encourageantes», les découvertes de pétrole et de gaz dans des localités situées dans la wilaya de Tébessa et entre Béchar et El Bayadh le sont, dira Youcef Yousfi, satisfait par les résultats «très positifs» des découvertes faites en 2011.

A ce propos, le ministre de l'Energie fait état d'une vingtaine de découvertes d'hydrocarbures dont l'évaluation, notamment le taux de reconstitution des réserves, est attendue au premier trimestre 2012.

En ce sens, M. Yousfi espère que la révision de la loi sur les hydrocarbures qui concernera «certaines dispositions» d'ordre fiscal «aura une incidence positive sur les appels d'offres en matière de prospection et de production».

Abordant la situation du marché pétrolier mondial, le ministre de l'Energie évoque un «équilibre qui est là» entre l'offre et la demande.

#### Risque de baisse des prix

Cela même si, relève M. Yousfi, le monde a encore besoin de 40 millions de barils par jour, d'ici dix ans, pour

assurer la stabilité des cours, et que les prix se maintiennent à leurs niveaux actuels en vue de booster l'investissement dans l'exploration et la production, remplacer les gisements anciens et répondre à la demande.

Or, «il n'est, malheureusement, pas impossible que les crises de la dette en Europe et les crises financières qui ont suivi aient des répercussions sur l'activité économique et donc sur la demande en pétrole.

Dans ce cas-là, il n'est pas à exclure un effet sur les prix du pétrole», avertit le ministre de l'Energie.

C. B.

### VICTIMES DES MINES DE LA PÉRIODE COLONIALE

## Aucun dossier en suspens, selon Chérif Abbas

Le ministre des Moudjahidine, Chérif Abbas, a assuré jeudi dernier à l'APN qu'aucun dossier n'est en suspens au niveau de son département concernant les victimes des mines plantées durant la période coloniale à travers l'ensemble du territoire national. Selon Chérif Abbas, les victimes de ces mines dont le nombre «dépassait le nombre de la population algérienne après l'indépendance», ont été

prises en charge par les pouvoirs publics, notamment par le biais d'une pension relevée à 12 000 dinars, des prothèses et de la Sécurité sociale. Et cela même si le département de Chérif Abbas «ne dispose pas de statistiques précises» et que le danger des mines persiste toujours, à cause des vents et malgré les campagnes d'assainissement.

C. B.

### DOSSIER DES CADRES SUSPENDUS

## Djoudi annonce une rencontre avec le DG des Douanes

Une rencontre entre le ministre des Finances et le directeur général des Douanes se tiendra pour examiner le dossier des cadres des Douanes blanchis par la justice mais suspendus. Selon Karim Djoudi, hôte jeudi dernier de l'Assemblée populaire nationale lors d'une séance de questions orales, une rencontre aura lieu prochainement avec Mohamed Abdou Bouderbala et son administration pour examiner le dossier des cadres des Douanes accusés dans des affaires de corruption, blanchis par la justice mais suspendus par leur tutelle. Révélées depuis plus de dix ans, mais non encore traitées pour certaines par la justice, ces affaires portent sur la falsification documentaire pour transfert de devises, falsification pour exportation de déchets ferreux et importation illicite d'appareils électroménagers en CKD/SKD. Concernant la première affaire, divulguée par les agents de contrôle de la BDL, Karim Djoudi avait indiqué que 239 individus impliqués ont été jugés en 2004 et que 117,6 milliards de dinars ont été récupérés après examen de 4 000 dossiers jusqu'à 2011. Quant à la seconde affaire, révélée suite à une enquête des Douanes algériennes et françaises, le ministre des Finances a fait état de près de quatre mille dossiers entre 1994 et 2000 et a précisé que douze douaniers sont appelés à comparaître lors de la prochaine session du tribunal pénal d'Alger. En ce qui concerne l'affaire d'importation d'appareils électroménagers, Karim Djoudi indique que la justice traite actuellement les dossiers relatifs au réseau de fraudeurs démasqués en 2000. «Si des cadres ont été lésés, une suite favorable leur sera donnée dans le cadre de la loi», affirmait Karim Djoudi, même si les sommes détournées n'ont pas été totalement récupérées. Justement, le député indépendant El Kacimi s'était insurgé contre le fait que les cadres «intègres» et qui ont révélé ces infractions soient démis et que les véritables auteurs des opérations frauduleuses bénéficient de «promotions». Voire, que ces malversations, avérées pour l'administration douanière et qui représentent une perte sèche de 7 milliards de dollars pour le Trésor, risquent de rester en suspens, de tomber sous le coup de la prescription.

C. B.

### LA DETTE EXTERNE RÉDUITE À 500 MILLIONS DE DOLLARS

## Le Fonds de régulation constitue une épargne, assure Djoudi

Le Fonds de régulation des recettes (FRR) «fait office d'épargne publique pour l'Etat», assure le ministre des Finances. Selon Karim Djoudi, le FRR couvre d'éventuels dysfonctionnements des équilibres financiers et ne peut être utilisé à d'autres fins. Et d'autant que ce fonds, doté à la fin 2011 de plus de 5 000 milliards de dinars, a permis de réduire la dette externe à 500 millions de dollars à fin 2010 et de prendre en charge partiellement le déficit budgétaire depuis des années.

C. B.

### DÉFICIT DES ENSEIGNANTS DE LANGUES ÉTRANGÈRES

## Le problème sera réglé, assure Benbouzid

Le problème du déficit d'enseignants de langues étrangères dans certains établissements éducatifs sera réglé dès ce lundi. C'est ce que le ministre de l'Education nationale a assuré jeudi dernier à l'APN, à l'occasion d'une séance plénière consacrée aux questions orales. Selon Boubekur Benbouzid, les postes budgétaires sont disponibles pour couvrir ce déficit qui concerne spécialement l'enseignement du français et affecte notamment la région sud du pays. Il a également évoqué le rôle de l'inspection créée depuis sept mois et chargée du suivi pédagogique dans certaines wilayas. Par ailleurs, le ministre de l'Education nationale a indiqué que la discussion se poursuit avec les organisations syndicales et les personnels concernés sur la révision de certaines dispositions du statut particulier. D'autre part, Boubekur Benbouzid a affirmé, suite à l'enquête pédagogique lancée à Boumerdès, que les enseignants qui ont été recrutés à des postes pour lesquels ils ne sont pas qualifiés seront radiés et que les responsables de ces recrutements illicites seront sanctionnés. Auparavant, le ministre de l'Education avait répondu à des questions consacrées aux déficits pédagogiques et infrastructurels, avérés et pris en charge selon lui dans les wilayas de Djelfa et M'sila.

C. B.